



**PRÉFET
D'INDRE-
ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Centre-Val de Loire**

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 19/04/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TOURAINES SABLAGE METALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI

4 rue Jules Verne
ZI Saint Côme
37520 LA RICHE

Références : VAT20240190

Code AIOT : 0010000776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement TOURAINES SABLAGE METALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI implanté 4 rue Jules Verne ZI Saint Côme 37520 LA RICHE. L'inspection a été annoncée le 12/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TOURAINES SABLAGE METALLISATION PEINTURE INDUSTRIELLE TSMPI

- 4 rue Jules Verne ZI Saint Côme 37520 LA RICHE
- Code AIOT : 0010000776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société TSMPI est autorisée par l'arrêté préfectoral (AP) n° 17702 du 13 juillet 2005 à poursuivre l'exploitation d'un atelier de traitements de surfaces situé en zone industrielle Saint Cosme à La Riche.

Les installations classées soumises à autorisation au sein de l'établissement sont:

- Rubrique n°2940.2.a – Application de peinture liquide par pulvérisation – Volume d'activité autorisé de 140 kg/j. Rubrique 2940 dorénavant sous le régime de l'enregistrement;
- Rubrique n° 2567 – Revêtement métallique par pulvérisation – Volume d'activité autorisé non précisé.

Les évolutions de la situation administrative, évolution de régime de classement pour les rubriques 2940 et 2567 et l'ajout d'une chaîne de dégraissage (rubrique 2564) et de traitement de surfaces (rubrique 2565) soumises à déclaration ont été portés à la connaissance de la préfecture d'Indre-et-Loire par courriers reçus en préfecture le 24/09/2018, le 07/03/2019 et le 20/05/2020 et courriel en date du 29/06/2020 en réponse au courriel de demande de compléments du 29/05/2020 de l'administration.

Ce dossier est en cours d'instruction par l'inspection des installations classées.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'inspecteur a constaté que les cuves associées à la cabine de traitement de surfaces sont en polyéthylène, et selon l'exploitant les deux cuves de produits qui sont chauffées (dégraissage acide A2 et dégraissage désoxydant A9), sont chauffées avec des résistances électriques. L'exploitant ne sait pas si le niveau bas de ces cuves arrête le chauffage. L'exploitant doit se renseigner auprès du fournisseur de l'installation pour savoir si c'est le cas. Ce point n'est pas prescrit par l'arrêté ministériel du 30 juin 1997.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	NC1 VI du 20/05/2020 – Modification	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 2.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Demande d'action corrective	60 jours
6	D1 VI du 20/05/2020 et D8 du 22/03/2019 –	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.3	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	Ressource en eau				
7	D2 VI du 20/05/2020 – Installation d'extincteur	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Demande d'action corrective	60 jours
8	Classement des activités	Code de l'environnement du 28/02/2023, article Annexe à l'article R. 511-9	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
10	Stockage des déchets	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.3.3.2	Susceptible de suites	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours
11	Stockage des produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.1.2	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
12	D9 VI du 22/03/2019 - Bassin ou dispositif de confinement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.3	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	60 jours
13	Incompatibilités des stockages sur rétention	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.7.1.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
14	Quantité de déchets stockée sur site	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.3.3.1	/	Demande d'action corrective	60 jours
15	Rétention de la chaîne de dégraissage	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10	/	Demande de justificatif à l'exploitant	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	NC2 VI du 20/05/2020 – Isolement du site	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.2	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	NC3 VI du 20/05/2020 – Consigne produits dangereux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.1.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
4	NC4 VI du 20/05/2020 – Consignes de sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.2.1	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
5	NC5 VI du 20/05/2020 – Formation du personnel	Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.6	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
9	Déclencheur d'alarme en point bas de rétention	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
16	Etiquetage des baignoires de traitement de surfaces	Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.3	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : NC1 VI du 20/05/2020 – Modification

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 2.1
Thème(s) : Autre, Porter à connaissance des modifications apportées aux installations
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

Prescription contrôlée :

[...]

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Constats :

[PdCn°1] : Le porter à connaissance, relatif à l'exploitation de l'unité de grenaillage, de l'unité de dégraissage et de traitement de surface, ne mentionne pas les incidences de la modification sur les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, les risques accidentels, le bruit et la gestion des déchets.

Ces compléments doivent être transmis à Monsieur le Préfet d'Indre-et-Loire.

Lors de la visite du 20/05/2020, il avait été constaté (NC n°1) : "Le porter à connaissance, relatif à l'exploitation de l'unité de dégraissage et de traitement de surface, ne mentionne pas les incidences de la modification sur les rejets atmosphériques, les rejets aqueux, les risques accidentels, le bruit et la gestion des déchets."

Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "Pour rappel, l'exploitant a porté à la connaissance de madame la Préfète d'Indre-et-Loire, par courrier reçus en préfecture le 24/09/2018, le 07/03/2019 et le 20/05/2020 et courriel en date du 29/06/2020 en réponse au courriel de demande de compléments du 29/05/2020 de l'administration, les modifications, apportées à ses activités, relatives à l'exploitation d'une unité de dégraissage et traitement de surfaces.

L'exploitant a indiqué qu'il va mandater un bureau d'étude afin de répondre à cet écart et que ce point sera résolu dans un délai d'environ 2 mois."

Constat au 10/04/2024 : Ce point fait l'objet de l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2023.

L'exploitant a présenté un dossier réalisé par la société Thérius (janvier 2024) qui concerne le classement des activités sous le timbre de la nomenclature ICPE :

- Mise à jour de la partie ICPE,
- Classement des activités dans des rubriques qui n'avaient pas été déclarées
- Classement du dégraissage
- Classement d'une nouvelle cabine de grenaillage.

Concernant les nuisances associées, l'exploitant a indiqué que sur la cabine de dégraissage, les rejets ont été analysés, et que sur la nouvelle cabine de grenaillage, les rejets n'ont pas été analysés car la cabine était en panne le jour de la visite.

L'exploitant précise qu'un deuxième document sera édité suite à cet audit de classement pour l'étude des impacts/risques (vu oralement avec le bureau d'études). Le nouveau porter à connaissance intégrera en sus le grenaillage (comme le document du classement).

Le constat de la visite du 28/02/2023 est maintenu. L'article 1.1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2023 n'est pas respecté.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°1] formulé. Encas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 2 : NC2 VI du 20/05/2020 – Isolement du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux de collecte de l'établissement sont équipés d'obturateur ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance et facilement accessibles en cas de sinistre. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p>Constats :</p> <p>.[PdCn°2] : Pas d'écart constaté.</p> <p>Lors de la visite du 20/05/2020, il avait été constaté (NCn°2) : "L'exploitant dispose d'un boudin gonflable : la taille de celui-ci n'est pas adaptée pour qu'il puisse être inséré dans la canalisation correspondant au point de rejet. Les réseaux de collecte de l'établissement ne sont pas équipés d'obturateurs ou de dispositifs d'efficacité équivalente de façon à maintenir toute pollution accidentelle sur le site."</p> <p>Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "L'exploitant a indiqué que ce point sera résolu dans un délai d'environ 2 mois."</p> <p>Constat au 10/04/2024 : Ce point fait l'objet de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2023.</p> <p>L'exploitant a indiqué avoir racheté deux ballons gonflables. L'emplacement de ces ballons est indiqué sur le plan des réseaux ainsi que le regard dans lequel le ballon doit être inséré. L'exploitant a indiqué avoir testé le ballon le matin de l'inspection.</p>

<p>La consigne de mises en oeuvre du dispositif, a été présentée par l'exploitant, elle date du 15 janvier 2024. De manière générale ce sont les responsables ateliers qui vont utiliser cet outil, ils ont été associés au test du matin du 10/4.</p> <p>Il n'y a pas de consigne concernant l'entretien de ces ballons. L'exploitant ne sait pas s'il y a des actions de maintenance à réaliser sur ces équipements. L'exploitant compte vérifier le bon fonctionnement de ces équipements annuellement ou semestriellement, en affichant le tableau de suivi des vérifications sur l'armoire abritant les ballons.</p> <p>Le ballon est accessible directement dans une armoire. Le regard doit s'ouvrir avec un pied de biche, il y en a dans l'atelier. L'inspecteur suggère d'en mettre un à disposition près du ballon.</p> <p>Lors de la visite sur site, l'exploitant a ouvert l'armoire contenant les ballons avec une pince qui était placée sur l'armoire. Dans cette dernière se trouvent deux ballons pré gonflés et une pompe à pied. Il est constaté que la zone est un peu encombrée de morceaux de bois et de ferraille et qu'aucun plan n'indique où placer le ballon (deux canalisations débouchent dans le regard). Le dispositif est signalé sur l'armoire, la consigne y est affichée.</p> <p>Le constat de la visite du 28/02/2023 est levé. L'article 1.2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2023 est respecté.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : NC3 VI du 20/05/2020 – Consigne produits dangereux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.1.1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Ces consignes prévoient notamment:</p> <p>[...]</p> <p>- les conditions dans lesquelles la présence des produits dangereux dans l'atelier de fabrication est possible et les quantités maximales autorisées.</p>
<p>Constats :</p>

[PdCn°3] : Pas d'écart constaté.

Lors de la visite du 20/05/2020, il avait été constaté (NCn°3) : "La consigne précisant les conditions dans lesquelles la présence des produits dangereux dans l'atelier de fabrication est possible et les quantités maximales autorisées n'est pas rédigée."

Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "L'exploitant a indiqué que cette consigne doit être mise à jour."

Constat au 10/04/2024 : L'exploitant a présenté les consignes indiquant la quantité maximale de produit pouvant être entreposée dans divers lieux de l'installation. Ces consignes indiquent :

- le lieu d'entreposage
- le type de produit
- les risques associés (mentions de dangers)
- la quantité maximale entreposable sur le site
- les conditions d'entreposage
- la personne responsable du respect de la consigne.

L'inspecteur a constaté par sondage que la consigne relative au stockage des peintures liquides est affichée sur la porte.

Le constat de la visite du 28/02/2023 est levé.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

/

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : NC4 VI du 20/05/2020 – Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.2.1

Thème(s) : Autre, Gestion de l'établissement

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 28/02/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment:

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),

[...]

- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des

<p>substances dangereuses,</p> <p>- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdCn°4] : Pas d'écart constaté.</p> <p>Lors de la visite du 20/05/2020, il avait été constaté (NCn°2) :</p> <p>"Les consignes précisant les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, gaz...), les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur ne sont pas rédigées."</p> <p>Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : " L'exploitant a présenté la consigne relative aux mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses. Ce point n'appelle pas d'autres commentaires.</p> <p>L'exploitant a indiqué que :</p> <p>la consigne relative aux procédures d'arrêt d'urgence sera rédigée au plus tard dans un délai d'une semaine ;la consigne relative à l'isolement du site sera rédigée au plus tard dans un délai de deux mois (en lien avec le point de contrôle n°2 du présent rapport)."</p> <p>Constat au 10/04/2024 : l'exploitant a présenté les consignes de sécurité relatives :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la conduite à tenir lors d'un déversement de produit chimique (15/01/2024), - à la coupure gaz (il y a une erreur puisqu'elle mentionne en "élément de sortie" : "arrêt total du courant électrique") - 02/02/2022, - à l'arrêt d'urgence électrique/coupure électrique (02/02/2022), - à l'isolement du site (voir aussi PdC n°2). <p>Le constat de la visite du 28/02/2023 est levé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : NC5 VI du 20/05/2020 – Formation du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.6
Thème(s) : Autre, Gestion de l'établissement
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le</p>

<p>personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. En outre, ce personnel reçoit une habilitation pour le poste qu'il occupe.</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdC n°5] : Pas d'écart constaté.</p> <p>Lors de la visite du 20/05/2020, il avait été constaté (NCn°5) : "L'exploitant ne dispose pas des documents justifiant de la formation du personnel intérimaire sur les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention, et de l'habilitation du personnel intérimaire pour le poste qu'il occupe."</p> <p>Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "L'exploitant a indiqué qu'il doit finaliser les documents relatifs au personnel intérimaire."</p> <p>Constat au 10/04/2024 : L'exploitant a présenté un livret d'accueil des intérimaires, indiquant notamment le plan du site, le plan des moyens de protection en cas d'incendie, les risques inhérents aux installations, la conduite à tenir en cas d'accident, la description de la fiche de poste (manutentionnaire) qui ne requiert pas d'habilitation. Le document présente également la liste des agents formés (en particulier le tour de l'atelier avec le chef d'équipe qui montre les zones dangereuses et donne les consignes à tenir en cas d'incident.</p> <p>Le constat de la visite du 28/02/2023 est levé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>/</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : D1 VI du 20/05/2020 et D8 du 22/03/2019 – Ressource en eau

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant dispose des ressources en eau en quantité suffisante pour faire face au scénario d'accident le plus pénalisant issu notamment de l'étude des dangers.</p> <p>Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdC n°6] : L'exploitant doit justifier qu'un débit total de 254 m³/h est disponible à partir des poteaux incendie situés à 400 m maximum de l'établissement. L'exploitant doit s'assurer de la</p>

présence d'un mur coupe-feu 2 heures minimum entre les ateliers de l'établissement et le bâtiment Véolia contigu. Dans le cas contraire, la défense incendie devra être réévaluée.

D1 VI du 20/05/2020

Lors de la visite du 20/05/2020, il avait été constaté (D1) : "L'exploitant justifie que le débit total simultané des poteaux d'incendie situés à 400 m maximum est de 254 m³/h minimum."

Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "Pour rappel, dans son courrier du 19/03/2019, le SDIS 37 a évalué les besoins en eau d'extinction à 254 m³/h et a recommandé que la mesure des débits simultanés des poteaux incendie, cités dans ce même courrier, soit réalisée afin de s'assurer d'un débit total simultané de 254 m³/h à 400 mètres maximum.

L'exploitant a indiqué qu'à ce jour il n'a pas reçu les éléments attendus de la part des services de la ville de La Riche. L'exploitant a indiqué qu'il va exprimer à nouveau sa demande auprès de ces services."

Constat au 10/04/2024 :L'exploitant a indiqué avoir relancé la mairie sur ce sujet, sans réponse de leur part (mél du 06/02/2024).

D8 du 22/03/2019

Lors de la visite du 22/03/2019, il avait été constaté (D8) :: L'exploitant justifie de la présence «un mur coupe-feu 2 heures minimum entre les ateliers de la société TSMPI et le bâtiment VEOLIA contigu. Dans le cas contraire, la défense incendie devra être réévaluée.

D8 VI du 22/03/2019 :

Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "Pour rappel, dans son courrier du 19/03/2019, le SDIS 37 a recommandé que l'exploitant s'assure de la présence d'un mur coupe-feu 2 heures minimum entre les ateliers de l'établissement et le bâtiment Véolia contigu. Dans le cas contraire, la défense incendie devra être réévaluée.

Ce point n'a pas été abordé lors de la présente inspection, néanmoins, au vu de la recommandation du SDIS et de la demande n°8 de la visite du 22/03/2019, et compte-tenu qu'aucun élément n'a été apporté sur ce point, l'exploitant doit transmettre ses éléments de réponses."

Constat au 10/04/2024 :L'exploitant a indiqué que le site mitoyen (ex Véolia) a été racheté par Paprec et que des travaux ont commencé. L'exploitant ne connaît pas la nature de ces travaux.

L'exploitant ne dispose pas d'éléments sur la propriété coupe-feu ou non du mur mitoyen, il a demandé conseil à son vérificateur des moyens de lutte contre l'incendie, qui ne lui a pas donné d'éléments.

Le constat de la visite du 28/02/2023 est reconduit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°6] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60jours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 28/02/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
Prescription contrôlée : <p>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci conformément à une analyse préalable qui apprécie le potentiel de danger de l'installation et précise les moyens nécessaires pour assurer la maîtrise des risques inventoriés. Notamment en ce qui concerne le risque incendie, le site est pourvu d'extincteurs, de RIA ou de moyens d'extinction équivalents adaptés au risque et en nombre approprié. Ils sont judicieusement répartis dans l'installation. Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p>
Constats : <p>[PdC n°7] : Un extincteur est pris dans les câbles de recharge des batteries des chariots élévateurs. La petite cabine de décapage ne figure pas sur le plan d'intervention du site.</p> <p>Lors de la visite du 20/05/2020, il avait été constaté (D2) : "L'exploitant justifie que l'installation d'extincteurs est adaptée au risque incendie présent au sein de son établissement."</p> <p>Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "Les éléments justifiant que l'installation d'extincteur est suffisamment dimensionnée n'ont pas été présentés, notamment suite aux modifications apportées aux installations (ajout des activités de dégraissage et de traitement de surfaces soumises au régime de la déclaration pour les rubrique 2564 et 2565, voir point de contrôle n°1 du présent rapport)."</p> <p>Constat au 10/04/2024 :</p> <p>L'exploitant présente le plan d'intervention du site avec :</p> <ul style="list-style-type: none">- 1 extincteur ajouté pour la cabine de dégraissage-phosphatant (ensemble des 2 lignes décrites) et 1 extincteur à CO2 pour l'armoire électrique (présence de ces extincteurs vérifiée sur site, ils portent la mention de vérification 05/2023),- 2 extincteurs ajoutés au niveau de la nouvelle cabine de grenaillage et 1 extincteur à CO2 pour l'armoire électrique (présence de ces 3 extincteurs vérifiée sur site, ils portent la mention de vérification 05/2023). <p>La petite cabine de décapage ne figure pas sur le plan car cette installation est provisoire selon l'exploitant qui l'a indiquée sur le plan comme étant proche de 2 extincteurs. Cette installation n'a pas été vue sur site par l'inspecteur.</p> <p>L'exploitant indique que c'est le prestataire Centre Ouest Incendie qui a fait le dimensionnement (ajout de 3 extincteurs).</p>

<p>L'exploitant a présenté l'attestation de bon fonctionnement des extincteurs et du désenfumage (bat 1 et2) en date du 7/12/23 pour une contrôle réalisé le 31/05/23.</p> <p>L'inspecteur a consulté le document Q4 daté du 02/06/2023 (vérification du 31/05/2023) qui indique que "L'installation est conforme et est maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4".</p> <p>Le constat de la visite du 23/02/2023 est levé.</p> <p>L'inspecteur a constaté qu'un extincteur est emberlificoté dans des câbles de recharge des batteries des chariots élévateurs.</p> <p>Par sondage, l'inspecteur a également constaté que l'extincteur près de la porte du local de stockage des peintures liquides est marqué comme ayant été vérifié en mai 2023.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°7] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 60jours</p>

N° 8 : Classement des activités

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/02/2023, article Annexe à l'article R. 511-9</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Vérification du classement des activités</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdCn°8] :L'exploitant doit justifier du classement sous le régime de la déclaration de ses activités relevant de la rubrique 2940-2-b de la nomenclature des installations classées en transmettant les éléments d'appréciation nécessaires.</p> <p>L'exploitant doit déterminer le classement de ses activités au regard de la rubrique 1978 de la</p>

nomenclature des installations classées (utilisation de solvants organiques) et transmettre les éléments d'appréciation nécessaire.

Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "L'inspection des installations classées a précisé à l'exploitant qu'il doit vérifier le classement des activités relevant des rubriques suivantes à partir de quantités maximales pour une journée de travail et non pas à partir de quantités moyennes journalières (sur une période d'une année par exemple) :

- rubrique 2567-2-b) galvanisation par projection de composés métalliques,
- rubrique 2940-2-b) application de peintures liquides,
- rubrique 2940-3-b) application de peintures poudres.

Par ailleurs, l'inspection a indiqué à l'exploitant qu'il est susceptible de relever de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées (utilisation de solvants organiques)."

Constat au 10/04/2024 :

Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé les données chiffrées du tableau présenté dans le document émis par la société Thérius en janvier 2024 :

- rubrique 2567-2-b) galvanisation par projection de composés métalliques : 8gk/j,
- rubrique 2940-3-b) application de peintures poudres : 75 kg/j : l'exploitant confirme que c'est une consommation maximale journalière,

Concernant la rubrique 2940-2-b) - application de peintures liquides-, (10,5 kg/j), l'exploitant indique devoir vérifier si ce chiffre correspond à la consommation maximale pour 1 ou 2 peintres simultanément en fonction.

Par ailleurs, le document ne mentionne pas de classement au titre de la rubrique 1978 de la nomenclature des installations classées (utilisation de solvants organiques), alors qu'à l'extérieur, l'inspecteur a constaté la présence d'un bidon de "diluant" et le site stocke et utilise des peintures liquides.

L'inspecteur a également fait part à l'exploitant des observations suivantes sur le document de Thérius :

- la cuve de "décapage" est classée sous la rubrique 2563 (dégraissage utilisant des produits lessiviels à base hydrosoluble) alors que l'activité est du décapage, cette cuve de 200 litres doit être classée sous la rubrique 2565, ce qui porte le total des cuves relevant de cette rubrique à 1180 litres (980 litres + 200 litres), sous le seuil de l'enregistrement (qui est de 1500 litres).
- l'entreposage des matières premières (tubes métalliques notamment) est classé sous la rubrique 2713 qui concerne uniquement des déchets, elle est donc inappropriée,
- le document ne mentionne pas d'installation classée sous la rubrique 2564 alors que l'exploitant avait déposé un dossier de déclaration pour cette rubrique pour les cuves "cuves Dérochant décapage acide de la chaîne décapage aluminium (Surtec 490B) et dégraissant phosphation trimétaux pour la chaîne de montage trimétaux (Surtec 168)." Après consultation des fiches de données de sécurité, il s'avère que le Surtec 490B ne contient pas de solvants organiques, ni de COV et est constitué d'acide tétrafluoroborique qui n'est pas un composé organohalogéné, et le Surtec 168 ne contient pas de COV, et est constitué de pyrophosphate de tétrapotassium, hydroxyde de potassium qui ne sont pas de composés organohalogénés. Ces bains ne sont effectivement pas classables sous la rubrique 2564.

Le constat de la visite du 28/02/2023 est partiellement reconduit.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°8] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 9 : Déclencheur d'alarme en point bas de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdCn°9] : Pas d'écart constaté.</p> <p>Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : " Les eaux industrielles de la chaîne de traitement de surfaces et de la chaîne de dégraissage sont stockées dans une cuve de 13 m³ avant leur évacuation en tant que déchet dangereux.</p> <p>Cette cuve est équipée d'une double peau faisant office de rétention et d'un déclencheur d'alarme en point bas de celle-ci.</p> <p>Test du déclencheur d'alarme : il n'a pas pu être réalisé ; l'exploitant a expliqué que celui-ci est hors service depuis peu et que sa réparation est prévue au plus tard dans un délai de 15 jours."</p> <p>Constat au 10/04/2024 :Ce point fait l'objet de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 5 juin 2023.</p> <p>L'inspecteur a constaté que le détecteur était mis en place dans la double peau de la cuve. Ce dernier n'a pu être testé au vu de sa configuration (installation en hauteur et dispositif de 2 mètres de long environ. L'exploitant a expliqué qu'en cas de déclenchement du détecteur, toute la chaîne de traitement de surface est arrêtée.</p> <p>Le constat de la visite du 23/02/2023 est levé. L'article 1.3 de l'arrêté préfectoral de mise en</p>

demeure du 5 juin 2023 est respecté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : /
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 10 : Stockage des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les déchets produits sont stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs. . .) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>Les stockages temporaires, avant recyclage ou élimination des déchets, sont réalisés sur des cuvelles de rétention étanches et aménagées pour la récupération des eaux météoriques.</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdC n°10] : L'exploitant doit demander au fournisseur si la bâche résiste aux produits entreposés.</p> <p>Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "Le stockage des déchets dangereux liquides (peintures et solvants usagés) est réalisé dans un abri disposant d'une toiture, d'une dalle bétonnée et d'un muret en parpaing en périphérie : la partie observable de la dalle en béton semble en bon état, néanmoins, l'étanchéité entre celle-ci et le muret périphérique ainsi que l'étanchéité du muret lui-même ne sont pas assurées par un recouvrement étanche."</p> <p>Constat au 10/04/2024 : L'inspecteur a constaté qu'une bâche a été mise en place sous le caillebotis , elle enveloppe aussi le muret. La partie visible de cette bâche est en bon état. Cependant, l'exploitant n'a pas su dire si elle pouvait résister aux produits entreposés. L'inspecteur a constaté que 3 armoires neuves d'entreposage des déchets ont été mises en place par l'exploitant, les déchets qui y sont entreposés sont sur rétention et protégés des eaux météoriques.</p> <p>Le constat de la visite du 23/02/2023 est levé.</p> <p>L'exploitant doit demander au fournisseur si la bâche résiste aux produits entreposés.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°10] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60jours

N° 11 : Stockage des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.5.3.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des opérations portant sur des substances dangereuses
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit tenir à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Des pictogrammes, placés sur les lieux ou les portes d'accès des stockages rappellent les risques présentés par les produits.</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdC n°11] : Absence d'état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés. Absence de plan général des stockages. Absence de pictogrammes, rappelant les risques présentés par les produits, sur les lieux ou les portes d'accès des stockages.</p> <p>Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "La mise à jour de l'état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux stockés ainsi que le plan général des stockages n'ont pas pu être consultés lors de l'inspection."</p> <p>Constat le 10/04/2024 :</p> <p>Le plan général des stockages n'est pas réalisé. L'état des stocks n'est pas réalisé. La porte du local de stockage des peintures liquide ne porte pas de pictogrammes rappelant les risques présentés par les produits.</p> <p>Le constat de la visite du 23/02/2023 est reconduit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°11] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 12 : D9 VI du 22/03/2019 - Bassin ou dispositif de confinement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 28/02/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux utilisées pour l'extinction) sont confinés étanche aux produits collectés et d'une capacité suffisante. Avant rejet vers le milieu naturel, la vidange suit les principes imposés par l'article traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Ce bassin peut être constitué d'une aire étanche, prévue à cet effet, permettant la rétention en toute sécurité des effluents polluants ou susceptibles d'être pollués.</p>
<p>Constats :</p> <p>[PdC n°12] : L'exploitant doit calculer le volume disponible pour la rétention et prévoir les dispositifs permettant de confiner les eaux d'extinction.</p> <p>Lors de la visite du 22/03/2019, il avait été constaté (D9) : "</p> <p>"L'exploitant calcul le volume disponible pour la rétention des eaux d'extinction d'incendie et prévoit les dispositifs permettant de confiner ces eaux."</p> <p>Lors de la visite du 28/02/2023, il avait été constaté : "</p> <p>Pour rappel, dans son courrier du 19/03/2019, le SDIS 37 a recommandé que l'exploitant calcule le volume disponible pour la rétention et prévoit les dispositifs permettant de confiner les eaux d'extinction.</p> <p>Ce point n'a pas été abordé lors de l'inspection du 28/02/2023, néanmoins, au vu de la recommandation du SDIS et de la demande n°8 de la visite du 22/03/2019, et compte-tenu qu'aucun élément n'a été apporté sur ce point, l'exploitant doit transmettre ses éléments de réponses.</p> <p>Le volume à confiner est de 508 m³. En fonction de la réponse de l'exploitant au constat du point n° 6 du présent rapport (présence d'un mur coupe-feu 2 heures minimum entre les ateliers de l'établissement et le bâtiment Véolia contigu) ce volume pourra être revu à la hausse."</p> <p>Constat le 10/04/2024 :</p> <p>L'exploitant n'a pas étudié ce point. Il a indiqué envoyer un courriel à son vérificateur des extincteurs pour demander conseil.</p> <p>Le constat de la visite du 23/02/2023 est reconduit.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°12] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 13 : Incompatibilités des stockages sur rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.1.7.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilités des stockages sur rétention
Prescription contrôlée : [...] Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.[...]
Constats : [PdC n°13] : Des produits incompatibles sont entreposés sur une même rétention. L'inspecteur a constaté près de l'installation de dégraissage, la présence de produits incompatibles en bidons (soude, acide sulfurique) sur des rétentions. Une autre rétention contient un fût en plastique de Surtec 086 et des bidons de soude et d'acide. A l'extérieur dans la zone de stockage des déchets, se trouve un bac métallique au dessus duquel est fixé un bidon de diluant (pour utilisation) et des bidons vides sans que l'inspecteur ait pu voir s'ils sont pleins ou vides.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°13] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 60jours

N° 14 : Quantité de déchets stockée sur site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2005, article 3.3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Quantité de déchets stockée sur site
Prescription contrôlée : L'élimination des déchets entreposés doit être faite régulièrement, aussi souvent que nécessaire de façon à limiter l'importance des dépôts et ne pas atteindre la saturation, ni en surface, ni en capacité de rétention des aires de stockage prévues ci-dessus. A cet effet, la quantité de déchets

stockés sur le site ne doit pas dépasser la quantité mensuelle produite, sauf en situation exceptionnelle justifiée par des contraintes extérieures à l'établissement comme les déchets générés en faible quantité (<5 t/an), ou faisant l'objet de campagnes d'élimination spécifiques. En tout état de cause, ce délai ne dépassera pas un an.

Constats :

[PdC n°14] : L'entreposage des déchets atteint la saturation, en surface et en capacité de rétention, des aires de stockage prévues. La quantité de déchets stockées dépasse la quantité mensuelle produite.

L'inspecteur a constaté, que le local extérieur d'entreposage des déchets est saturé, de même que les 3 armoires de stockages neuves (achetées en janvier 2024 selon l'exploitant).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°14] formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en oeuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 60 jours

N° 15 : Rétention de la chaîne de dégraissage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 2.10

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention de la chaîne de dégraissage

Prescription contrôlée :

[...] La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Elle est munie d'un déclencheur d'alarme en point bas.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention. [...]

Constats :

[PDC n°15] : L'exploitant doit s'assurer que les rétentions des chaînes "alu" et "acier" sont séparées.

L'exploitant a relevé la sonde de niveau bas de la rétention de la chaîne Aluminium, un signal sonore a retenti, un voyant rouge s'est allumé sur l'armoire électrique et un défaut s'est affiché sur l'écran. Le test est concluant. Selon l'exploitant, ce défaut arrête l'alimentation en eau de la chaîne de dégraissage.

L'inspecteur n'a pas vérifié si les rétentions des chaînes Alu et Acier sont séparées

(respectivement groupes acides et bases).
La rétention de la chaîne Aluminium est propre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC n°15] formulé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 60 jours

N° 16 : Etiquetage des bains de traitement de surfaces

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/1997, article 3.3
Thème(s) : Risques accidentels, Etiquetage des bains de traitement de surfaces
Prescription contrôlée :
Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter, en caractères très lisibles, le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats :
[PdCn°16] : Pas d'écart constaté.
L'inspecteur a constaté sur les bains de traitement de surfaces de la cabine de dégraissage (Alu et Acier), les étiquettes portant le nom du produit, les symboles de dangers, la température, le nom du bain, et le groupe auquel ils appartiennent (acide ou base).
Les deux bains contenant du Surtec 650 et 609 G sont indiqué comme appartenant au groupe chrome. Ces produits contiennent du chrome III et pas de chrome VI.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
/
Type de suites proposées : Sans suite